

# LA LETTRE DU CERCLE MARC PEYRADE



LE PARTI PRIS DE L'AVENIR. Outils de réflexions et de débats

numéro

vendredi 28 octobre 2016

3

Une publication  
**Info'Com-CGT**

La CGT des salariés de l'information  
et de la communication

## MARC PEYRADE (1961-2016)

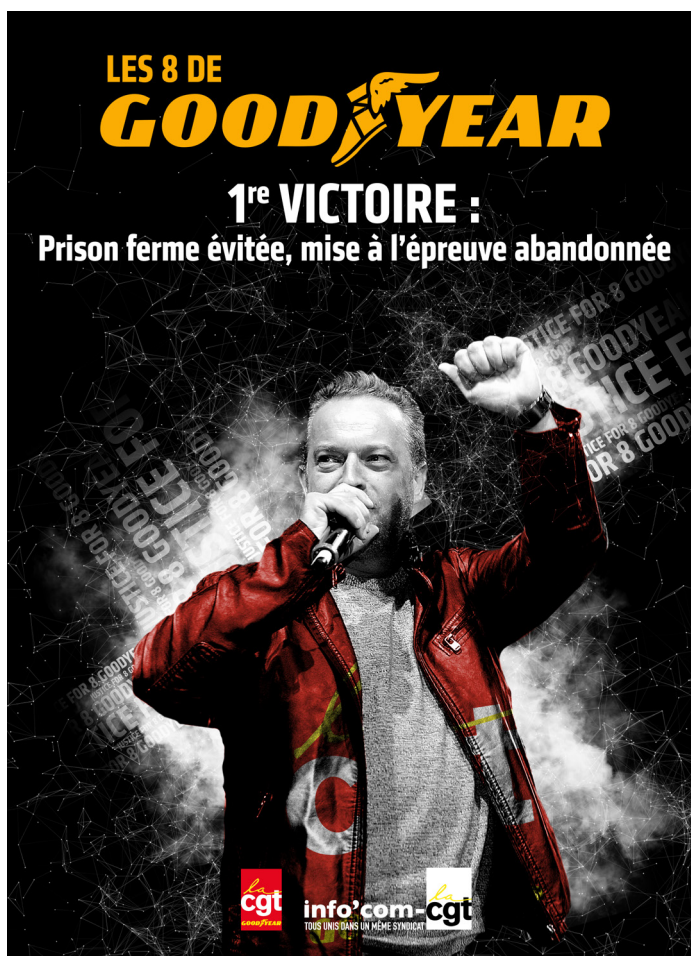
**Marc Peyrade** marque l'histoire du syndicalisme par sa capacité à le sortir du corporatisme antique et le tourner vers le parti pris de l'avenir. Paradoxe brillant, c'est une « Chambre syndicale typographique parisienne » née en 1839 plus ancienne que la CGT qui a servi de tremplin à sa conception d'un syndicalisme de mouvement social et non de commémoration. Il a été appelé à diriger une Fédération du Livre, du Papier et de la Communication pour l'orienter vers le syndicalisme de transformation sociale et le réel du salariat. Las ! l'inertie de sommet a décidé sans débat d'évincer Marc, handicapé par les mille tourments d'une santé déficiente. Le **CERCLE MARC PEYRADE** se propose de continuer son œuvre.



**CERCLE  
MARC PEYRADE**

LE PARTI PRIS DE L'AVENIR  
Outils de réflexions et de débats

4, avenue Guyton-de-Morveau / 75013 Paris  
courrier : [news@infocomcgt.fr](mailto:news@infocomcgt.fr)



Le rendez-vous d'Amiens a été un succès. Avec plus de 10 000 syndicalistes réunis au Parc Saint-Pierre, cette mobilisation a été notamment l'occasion de donner la parole à tous ceux qui subissent la repression qu'elle soit patronale, gouvernementale ou policière.

<https://goo.gl/mQBwLC>

RELAXE DES 8 DE GOODYEAR

## CE N'EST QU'UN DEBUT LE COMBAT CONTINUE

NOUS OUVRONS NOS COLONNES À MICKAEL WAMEN  
QUI ANALYSE LA MOBILISATION RÉUSSIE  
DES 19 & 20 OCTOBRE À AMIENS POUR LA RELAXE  
DES GOODYEAR ET LA DÉFENSE LES LIBERTÉS.

PAR MICKAEL WAMEN  
SYNDICAT CGT GOODYEAR

**N**ous avons déclaré que la sentence à l'encontre des 8 de Goodyear dépendait directement de la solidarité et de la mobilisation autour du procès en appel d'Amiens les 19 et 20 octobre. Cela s'est-il vérifié ? Nous constatons, nous les Goodyear, que par delà les milliers de camarades qui avaient répondu à notre appel à Amiens ce mercredi 19 octobre, la solidarité s'est élargie et rayonne dans tout le pays.

#### La lutte paie. La preuve ?

La peine qui nous était infligée, jusqu'à 9 mois ferme et 24 mois au total, s'est muée, le parquet a requis une sanction de 24 mois de sursis, ce qui reflète l'audience... de la mobilisation contre la répression des syndicalistes. L'enjeu est devenu clair pour beaucoup : il s'agit bien d'une entreprise gouvernementale de criminalisation de la lutte pour la défense des emplois et contre les licenciements, relayant les menaces patronales contre les travailleurs en lutte. L'acharnement dont nous sommes les victimes n'est que celui d'un gouvernement au service des financiers et de leur Barron, alors que l'état major Goodyear a abandonné les poursuites. Le sort qui nous

imposé est celui que subissent un nombre croissant de militants, d'adhérents, de salariés.

#### Une nouvelle étape est à préparer dès maintenant.

Le rendu du jugement est prévu pour le 11 janvier 2017. Et ce 11 janvier, ce sera la relaxe ou rien ! Nous n'avons pas à être condamnés pour l'exercice de notre mandat syndical ! Or, une menace pèse sur nous pour nous tenter de nous dissuader d'agir, c'est le sursis. Le ministère public espère une retombée de la solidarité, et nous voulons nous débarrasser du moindre sursis, qui pèserait sur notre liberté syndicale pendant des mois.

**CE QUE NOUS AVONS RÉUSSI À AMIENS, C'EST UNE CONVERGENCE DES LUTTES DANS LE CONCRET, UNE ENVIE DE PARTAGER LES COMBATS EN COURS, UN BESOIN DE DÉMONSTRER L'ÉTAT RÉEL DE LA COMBATIVITÉ DES SYNDICALISTES ET DES SALARIÉS.**

Et ça, vu ce qui s'est passé à Amiens, c'est possible, c'est à notre portée, à tous, car tous ont intérêt à notre relaxe, hormis les patrons et leur gouvernement. Le 11 janvier, dans moins de 3 mois, devient une échéance nationale !

#### Amiens a été le rendez-vous de celles et ceux qui continuent le combat contre la loi Travail

Ce que nous avons réussi à Amiens, c'est une convergence des luttes dans le concret, une envie de partager les combats en cours, un besoin de démontrer l'état réel de la combativité des syndicalistes et des salariés. Il faut y voir l'impact des comités de soutien qui, depuis plus d'un an, qui ont appelé à l'action un peu partout en France et qui ont permis de faire de cette journée un succès. Pour que la lutte paie, il faut une solide organisation, et ces collectifs ont pu se reposer sur les syndicats SIP et Info'Com, notamment, pour la tenue de ces deux jours.



Retrouvez les photos de l'événement : <https://goo.gl/nvfWxa>

C'est ainsi que sur la scène, dans la rue ou dans le parc, le monde des luttes s'est manifesté. Le combat d'hier avec les Contis et Xavier Mathieu, celui d'aujourd'hui avec les dockers du Havre, les raffineurs de Total, les employés en grève de Babou Bagnolet, les hospitaliers de Rouen, les travailleurs de PSA-Mulhouse, etc. Parler de convergence des luttes, c'est bien, nous l'avons réalisée à Amiens.

Nous mettons dans cette convergence la participation de groupes artistiques comme la compagnie Jolie Môme, l'animation assurée par le journaliste Daniel Mermet, dont la très réputée émission Là-bas si j'y suis, a été dernièrement éjectée de l'antenne du service public France Inter.

C'est pourquoi nous avons interpellé les directions nationales des syndicats, et en premier lieu la confédération CGT. Nous demandons la prise en charge nationale de la solidarité pour le 11 janvier. Et nous exigeons de briser l'enfermement de la mobilisation contre la loi travail dans ce 15





septembre qui n'a été qu'un baroud d'honneur décidé par qui ?

Comme beaucoup, nous ne comptons que sur la mobilisation de rue pour inverser la tendance face à un gouvernement et un patronat qui souhaitent, plus que jamais, prendre des mesures exemplaires pour faire plier la contestation sociale. Il faudra bien résister à la loi Travail, mais nous ne la vaincrons pas entreprise par entreprise. Il ne faut rien attendre des élections de 2017, pensons-nous, pas pour prôner une pause ou arrêter de l'action, mais pour la porter à un autre niveau.

La tribune d'Amiens a été animée par de nombreux témoignages concernant les violences policières contre les manifestants, les syndicalistes, du seul fait qu'ils sont présents à une manifestation. Comment ne pas voir que les violences racistes de la police correspondent aux violences à l'intérieur des entreprises et servent à nous faire baisser la tête et à nous empêcher de résister ensemble. Les quartiers populaires, nommés « zones sensibles », sont le théâtre permanent de la répression policière qui a été utilisée de manière spectaculaire contre les résistants à la loi travail.

**NOUS SERONS TRÈS RAPIDEMENT AUX CÔTÉS DE CELLES ET DE CEUX QUI SUBISSENT COMME NOUS LES VIOLENCES PATRONALES ET LES INJUSTICES, NOUS IRONS PARTOUT OÙ C'EST NÉCESSAIRE.**

#### Nos propositions d'action

**- Le procès des Goodyear n'est pas fini, la relaxe est possible, continuons après Amiens**

Puisque la lutte paie, continuons la mobilisation pour obtenir la relaxe le 11 janvier. Cette date doit être celle qu'un Amiens multiplié par 5 ou 10. Plus grand le rassemblement, plus juste sera la sentence, c'est-à-dire la relaxe.

**- La lutte contre la loi Travail et pour le droit social doit continuer, beaucoup de militants réclament la suite !**

Personne d'entre nous n'a été consulté et personne parmi nous n'a décidé de baisser le rideau sur les actions contre la loi Travail. À Amiens lors du rassemblement, comme dans de nombreux témoignages qui nous parviennent, les militants sont interloqués par une

fin en queue de poisson de la lutte, alors que l'opinion est toujours en notre faveur.

Alors nous allons demander à toutes les équipes militantes qui nous ont manifesté leur solidarité par quelle voie passer pour continuer le combat contre la destruction du droit social. Nous serons très rapidement aux côtés de celles et de ceux qui subissent comme nous les violences patronales et les injustices, nous irons partout où c'est nécessaire, avec les comités de soutien mais aussi avec les structures qui, comme nous, considèrent que seule la lutte des classes nous fera gagner tous ensemble.

